

PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Limousin

Service stratégie régionale du développement durable
Unité Autorité Environnementale

Nos réf. : F07415D0093
Affaire suivie par Valérie DUBOURG
valerie.dubourg@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 55 12 96 06 – Fax : 05 55 34 66 45
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Limoges, le 28 SEP. 2015

Le Préfet de la Haute-Vienne,

à

Monsieur le Maire
Mairie
le bourg
87230 LAVIGNAC

Objet : Notification de décision
P.J. : Arrêté

En application des articles L122-4 et R122-18 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet de plan suivant :

Nom du maître d'ouvrage : Commune de Lavignac
Nature du document : Schéma d'assainissement
Type de procédure : révision
Nature de la décision : Le schéma n'est pas soumis à évaluation environnementale

Son numéro d'enregistrement est le : **F07415D0093**

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse suivante :

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-examen-au-cas-par-a1340.html>

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures et qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

L'analyse du dossier transmis a permis de déceler quelques points pouvant bénéficier d'un complément ou une clarification avant la mise à l'enquête publique de la version finale de votre projet de révision de zonage. l'ensemble de ces remarques est joint en annexe à la présente.

le Préfet de la Haute-Vienne,
Pour le Préfet
le Secrétaire Général,

Alain CASTANIER

Copie à : DREAL/SRDD/UAe
DDT 87
ARS / 87



Certificat n° 42202
Certificat n° 42203

ANNEXE

Incohérences relevées

- Concernant le nombre d'habitations au niveau du secteur des Bordes l'Age p12 38 habitations / p13 44 habitations)
- faciliter la lecture des contraintes en adoptant les mêmes couleurs de légende
- p11 il est conclut que « seul le secteur des Bordes-l'Age possède des contraintes » or la carte des contraintes montre que les maisons isolées ou les fermes sont soumises à la contrainte topographique et/ou d'occupation du sol.
- divergences entre les quantités descriptives du projet indiquées dans le texte p13 et dans le détail estimatif

Des clarifications ou précisions à apporter :

- Sur la maîtrise foncière des parcelles d'implantation de la station. Apparemment, le terrain d'assiette du projet de station d'épuration n'appartient pas à la réserve foncière de la commune (coût d'achat du terrain reporté dans le détail estimatif)
- p12 ce ne sont pas tant les parcelles des maisons qui sont « *éloignées des habitations* » mais les parcelles privatives qui ne sont pas contiguës aux maisons et ne peuvent donc pas être utilisées pour des usages d'assainissement.
- p23 il est indiqué que « *l'habitat est peu contraignant pour l'établissement d'assainissements autonomes* » alors que le plan des contraintes (format A0) ne pastille en vert que la moitié des maisons. De fait, une part non négligeable des habitations est donc sous contraintes (occupation ou topographie).
- Si la donnée est disponible, pour le secteur des Bordes-l'Age, le document final pourra utilement être enrichi par la mention des usages et occupations des habitations dont la part des logements vacants, principaux, secondaires et prévus par le PLUi afin de contribuer à l'évaluation de la rentabilité et la pertinence du dimensionnement de l'assainissement collectif envisagé.

PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE

Arrêté n° 2015 / 19 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement

Mise à jour du zonage d'assainissement – Commune de Lavignac

Le Préfet de la Haute-Vienne,
Officier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2224-10 ;

Vu la demande d'examen au « cas par cas » déposée par la Commune de Lavignac représentée par son Maire, monsieur G. Chaminade, demande reçue le 9 septembre 2015 relative à son projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 14 septembre 2015 ;

Vu l'avis du PNR Périgord-Limousin en date du 17 septembre 2015 ;

Considérant que le projet de révision du zonage d'assainissement relève de la rubrique n°4 du tableau relatif à l'article R.122-17-II du code de l'environnement et qu'à ce titre, il doit faire l'objet d'un examen préalable au « cas par cas » dans les conditions prévues à l'article R.122-18 du même code ;

Considérant que le dossier de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

Considérant que la commune est couverte par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal des Monts de Châlus (PLUi), qu'au regard des données communiquées, elle compte 155 habitants en 2015 soit une progression de 10,71 % de la population depuis 2007, qu'en parallèle le parc de logements a progressé de +20,54 % entre 2007 et 2015 et qu'aucune activité industrielle n'est recensée ;

Considérant les conditions actuelles de gestion de l'assainissement et des eaux pluviales qui reposent sur :

- un réseau collectif séparatif dimensionné pour 80 équivalent habitants (EH) assurant la desserte des secteurs de « Puydenus », « Le Bost » et le bourg ;
- un suivi de l'assainissement autonome assuré par le Service Public d'Assainissement Non collectif (SPANC), suivi qui a mis en exergue que 77 % des dispositifs sont non conformes à la réglementation ;
- une absence de gestion des eaux pluviales dans les principaux villages (limitée à quelques portions de fossés busés ou traversés de routes)

Considérant que le territoire de la commune de Lavignac ne présente pas de sensibilité environnementale particulière notamment du fait de l'absence de site Natura 2000 ou de ZNIEFF sur ou à proximité de la commune ;

Considérant néanmoins **les enjeux environnementaux** majoritairement liés au milieu aquatique identifiés sur le territoire (réseau hydrographique appartenant au bassin versant de l'Aixette et de ses affluents, zones humides, étangs...), enjeux bénéficiant de documents de référence (SAGE Vienne,...) qui doivent être pris en compte lors de la mise à jour du projet de zonage d'assainissement ;

Considérant la nature du projet qui consiste à mettre à jour le zonage d'assainissement de la Commune de Lavignac en vue :

- d'actualiser l'état des lieux pédologique déterminant l'aptitude des sols en matière d'assainissement ;
- d'intégrer les différentes évolutions en termes de desserte par l'assainissement collectif notamment par la création d'une station d'épuration collectant les secteurs initialement desservis (« Puydenus », « Le Bost » et le bourg) ainsi que le secteur des « Bordes-l'Age » soit une installation d'une capacité de charge polluante de 100 EH.

Considérant les évolutions favorables en termes de maîtrise des rejets vers le milieu naturel apportées par le dispositif d'assainissement envisagé ;

Considérant que le choix du recours à l'assainissement autonome sera encadré par les missions de vérification de fonctionnement et d'entretien qui relèvent des compétences du Service Public d'Assainissement Non collectif ;

Considérant qu'ainsi au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, des connaissances disponibles à ce stade et de celles dont dispose la collectivité suite aux différentes études réalisées, le projet de mise à jour du zonage d'assainissement limite les probabilités d'incidences sur la santé humaine et l'environnement ;

Arrête

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet zonage d'assainissement de la Commune de Lavignac **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

Article 3

Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale est délivrée au regard des informations contenues dans la demande et ses annexes. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Limousin.

Fait à Limoges, le **28 SEP. 2015**
Le Préfet de la Haute-Vienne,

Pour le Préfet
Le **Secrétaire Général**



Alain CASTANIER

1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est obligatoire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Préfet de département**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à **Monsieur le préfet du département**

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à **Madame la ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie**
Grande Arche Tour Pascal A et B
92055 Paris-La-Défense Cédex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :
Tribunal administratif de Limoges
1 Cours Vergniaud
87000 Limoges

